

## L'UA n'observera pas les élections au Burundi

@rib News, 28/06/2015 – Source AFP Addis Abeba - L'Union africaine n'observera pas les élections législatives et communales prévues lundi au Burundi, estimant que les conditions ne sont pas réunies pour la tenue de scrutins crédibles, a annoncé dimanche soir la présidente de la Commission de l'UA, Nkosazana Dlamini-Zuma. Constatant que les conditions requises ne sont pas réunies pour la tenue de scrutins libres, réguliers, transparents et crédibles, dans le respect des dispositions pertinentes de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, la Commission de l'UA n'observera pas les élections communales et législatives prévues ce lundi 29 juin 2015 au Burundi, a déclaré Mme Dlamini-Zuma dans un communiqué.

L'impasse dans le processus politique et la multiplication des actes de violence risquent de remettre en cause les acquis importants enregistrés à la suite de la conclusion de l'Accord d'Arusha qui a ouvert la voie à la fin de la guerre civile (1993-2006) au Burundi, s'inquiète la présidente de la Commission de l'UA. Elle souligne les sérieuses implications pour la paix et la sécurité au Burundi, ainsi que pour la stabilité de l'ensemble de la région de la crise actuelle, appelant le gouvernement burundais et les autres parties à prendre la pleine mesure des dangers qui pèsent sur leur pays. L'annonce, fin avril, de la candidature du président Pierre Nkurunziza, élu en 2005 et 2010, à un nouveau mandat - contraire à la Constitution et à l'Accord d'Arusha selon ses adversaires - a déclenché un mouvement de contestation marqué de violences qui ont fait au moins 70 morts. Arguant de délais constitutionnels, les autorités burundaises ont refusé de repousser à nouveau les élections, comme le réclamaient l'ONU, l'UA et les pays de la région. L'opposition et la société civile, opposées à un troisième mandat de M. Nkurunziza ont appelé au boycott des scrutins. Comme une partie de la communauté internationale, elles dénoncent notamment un climat d'intimidation et de peur entretenu par la Ligue de jeunesse du CNDD-FDD au pouvoir - les Imbonerakure, qualifiés de milice par l'ONU - ainsi que l'absence de médias indépendants, les radios privées d'information étant empêchées d'émettre depuis un coup d'Etat militaire avorté à la mi-mai. L'UE a suspendu fin mai sa mission d'observation électorale au Burundi. La Mission électorale de l'ONU au Burundi (Menub) a indiqué dimanche qu'elle poursuivrait sa tâche d'observation, mais souligne que celle-ci ne devait pas être interprétée comme une validation du processus électoral.